

MODE D'EMPLOI DES SÉANCES EN PLEIN AIR

| OBJECTIFS DES SÉANCES EN PLEIN AIR

- Dans le chapitre qu'il consacre aux desseins privilégiés par les projets élaborés au sein du réseau Passeurs d'images, le « protocole d'accord interministériel » précise que l'un des objectifs de ces projets consiste à « créer et développer du lien social au sein des territoires où se déroulent les actions ». La composition de « la liste plein air » doit être imaginée de manière à donner aux divers acteurs et partenaires associés au dispositif Passeurs d'images la possibilité de réaliser un tel objectif.
- Dans cette perspective, la liste nationale doit être en mesure de répondre à des attentes hétéroclites et permettre aux structures et personnes souhaitant organiser une séance de cinéma au cœur d'un quartier de l'envisager au regard du contexte social qui le caractérise.
- Événement social et culturel la « séance de cinéma en plein air » doit tout autant s'offrir comme un **spectacle gratuit à dimension familiale**, que s'envisager comme une action d'éducation à l'image.
- Pour permettre aux séances en plein air de faire face à leurs missions, il est primordial que la liste ne privilégie aucun type particulier de films, ni aucun genre cinématographique. Elle doit au contraire s'efforcer de proposer un large éventail de productions susceptible de toucher divers publics et territoires (films d'auteurs, film d'animation, blockbusters, œuvres du patrimoine cinématographique).

| RÈGLES GÉNÉRALES

- Proposer des séances ayant un caractère exceptionnel.
- Travailler ou être en plein accord avec les exploitants des salles de la ville.
- Déterminer un lieu au cœur des cités accessibles à pied par le public.
- Aucun lien direct ou indirect ne doit exister avec une marque commerciale. Il s'agit de séances gratuites pour les publics.
- Choisir un film parmi la liste proposée par la Coordination régionale.
- Être en règle avec les impératifs de sécurité (assurances, pompiers, police, commissions de sécurité pour les gradins...)
- Le choix du prestataire, assurant la projection et fournissant le matériel, doit être en accord avec la Drac et/ou le coordinateur régional. Les opérateurs des séances en plein air peuvent être des exploitants, la coordination régionale ou toute autre structure professionnelle compétente.
- Toutes les séances doivent respecter les conditions définies dans le cahier des charges rédigé par la C.S.T et disponible auprès des coordinations régionales.

| RECOMMANDATIONS TECHNIQUES (LISTE NON EXHAUSTIVE)

- Dimensions de l'écran en fonction de la capacité d'accueil du public.
- Positionnement des équipements (bas de l'écran, premier rang, cabine de projection)
- Luminance des images (coefficient de réflexion des toiles d'écran en fonction de la puissance des brûleurs et de leurs dimensions)
- Positionnement des écrans en fonction des lumières parasites (à supprimer au maximum)

- Diffusion sans interruption des longs métrages, présentation d'un court-métrage en première partie.
- Reproduction sonore de type stéréophonique avec processeur et enceintes acoustiques en fonction de la taille et de la structure de l'écran.
- Sécurité de l'ensemble des installations techniques (notamment isolations électriques, prise au vent des toiles d'écran).

| OBLIGATIONS À REMPLIR POUR LES SÉANCES

- La réglementation en vigueur, concernant les autorisations de séances non commerciales, doit être respectée. Depuis 2007, pour des projections en plein air, l'organisation de projections d'œuvres cinématographiques de longue durée est soumise à autorisation.
- Ne peuvent être projetés que les films ayant obtenu un visa d'exploitation depuis plus de douze mois (à la date de projection). Pour les films du patrimoine réédités, la date de visa est celle de la première sortie.

- Dans chaque région, la liste des projections doit être transmise par le coordinateur régional ou l'organisateur local à la Direction régionale des affaires culturelles à des fins d'autorisation.

Selon L'ARTICLE L.214-6 du Code du cinéma et de l'image animée, les séances en plein air « ne peuvent être organisées qu'après délivrance d'une autorisation par le président du Centre national du cinéma et de l'image animée dans des conditions fixées par décret. Cette autorisation est accordée en tenant compte de la date de délivrance de visa d'exploitation cinématographique, du lieu et du nombre des séances, de l'intérêt social et culturel des représentations et de la situation locale de l'exploitation.

Lorsque ces séances sont organisées par les associations et groupements mentionnés au 1° de l'article L. 214-1, la limite prévue à l'article L. 214-2 ne s'applique pas ».

| COMPOSITION DE LA LISTE DES FILMS

- Il s'agit de composer un catalogue national d'une centaine de films. Cette quantité est indispensable pour répondre à la diversité souhaitée (cf. plus haut), mais aussi pour permettre une programmation sur des territoires éloignés les uns des autres et se déroulant souvent aux mêmes dates (quantité et disponibilité des copies).

Pour mémoire, ce sont les partenaires de terrain qui décident des dates en fonction des programmes d'activités dans la ville. Ces séances mobilisant de très nombreux partenaires associatifs (stands, fêtes, concerts, etc.), les dates sont difficilement modifiables.

- Passeurs d'images travaille pour les publics. Le dispositif n'est pas un réseau qui valorise des films, mais l'accès au cinéma et à l'audiovisuel. Il s'agit de proposer des films pour les publics sans jugement de valeur sur la qualité des uns ou des autres.

- Passeurs d'images travaille avec les publics. De nombreuses programmations sont imaginées en étroite collaboration (et même parfois en atelier de programmation) avec les publics eux-mêmes (associations, groupes de jeunes, services municipaux, etc.). Il est important de favoriser l'implication des divers « programmateurs » occasionnels afin qu'ils conservent une véritable liberté de choix vis-à-vis des publics dont ils connaissent et partagent le quotidien.

- Ces séances de cinéma en plein air ont pour vocation de réunir toutes les générations (enfants, adolescents, parents et grands-parents). Les choix du film doit se faire de manière à favoriser ces multiples rencontres (intergénérationnelles, intercommunautaires, etc.).

Réussir à rassembler tous ces publics autour d'un film est un gage de bon déroulement de la séance en termes de sécurité.

| Le choix des films

- Les films choisis doivent être accessibles à tous les publics (aucune interdiction).
- Pour un film n'ayant aucune interdiction, il faut éviter de choisir des films présentant des scènes trop violentes ou trop érotiques qui pourraient heurter la sensibilité des publics. Il ne s'agit pas de rajouter un élément de censure, mais d'essayer de limiter des situations qui pourraient devenir conflictuelles en plein air.
- Concernant les coûts de location des copies, pour des raisons d'utilisation d'argent public et d'action sociale, les tarifs proposés par les distributeurs ne doivent pas dépasser la somme maximale de 500 euros TTC. Fonction de cette règle, chaque distributeur est libre de fixer ces tarifs, donc de participer ou non au dispositif.
- Privilégier l'accessibilité des publics aux langues originales des films. Par respect pour les publics de Passeurs d'images dont certains éprouvent des difficultés de lecture, des films seront diffusés en VF, sans sous-titre. La VO peut aussi devenir un atout quand les publics pratiquent majoritairement la langue utilisée dans le film.

| Utilisation de la liste nationale

- Les films de la liste nationale ne sont pas obligatoires, mais fortement recommandés.
- Les films inscrits sur les listes des années précédentes peuvent être programmés. Aucune négociation nationale ne sera engagée avec les distributeurs de ces films. Il peut arriver que Passeurs d'images ne travaille plus avec certains de ces distributeurs et que les tarifs aient augmenté.
- Dans la mesure où les dates de projection respectent la législation sur les autorisations de séances et les visas, d'autres films peuvent être programmés dans le cadre de Passeurs d'images : films du patrimoine, films produits en région ou films étrangers. Les programmations sont élaborées en fonction du projet local.
- La liste nationale peut être utilisée en région sous une forme réduite, en choisissant des thématiques, ou par souci d'organisation de circulation des copies.

| Étapes de constitution de la liste nationale

- Composition d'une première liste par la coordination nationale en accord avec les propositions des coordinations régionales (souhait des partenaires de terrain et des coordinations, étude sur la disponibilité des copies, de l'état des copies et des tarifs proposés).
- Débat en commission et validation d'une liste de propositions.
- Après négociation définitive avec les distributeurs, proposition d'une liste par la coordination nationale.

Octobre : Première proposition de liste faite par les coordinateurs régionaux et nationaux

Novembre : Commission des séances en plein air

Décembre : Négociations avec les distributeurs

Janvier : Mise à disposition de la liste

Février - mars : Choix sur le terrain

Avril : Dépôt des demandes

Mai - juin : Commissions en Drac

| **POUR TOUT RENSEIGNEMENT, CONTACTER :**

- Isabelle **GÉRARD-PIGEAUD**
Centre National de la Cinématographie
Tél. : 01 44 34 37 68
- François **CAMPANA**
Kyrnéa, Coordination nationale Passeurs d'images
Tél. : 01 47 70 71 71
- Alain **BESSE**
Commission Supérieure Technique
Tél. : 01 53 04 44 00
- Et tous les conseillers cinéma en DRAC...

* * *

A D R E S S E S

- **Commission Supérieure Technique de l'Image et du Son (CST)**
11 , rue Galilée 75116 Paris
Tél. : 01 53 23 90 60
Fax : 01 47 23 09 94
cst@cst.fr
>> Site de la CST : <http://www.cst.fr/>
- **Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle (ALPA)**
6, rue de Madrid
75008 Paris
Tél. 01 45 22 07 07
Fax : 01 45 22 77 17
>> Site de l'ALPA : <http://www.alpa.asso.fr>